

Esso S.A.F.
rapport annuel 1977



Société Anonyme Française

au capital de 595 898 000 F
6, avenue André Prothin
Courbevoie (Hauts-de-Seine)
adresse postale :
Cedex 2
92080 Paris La Défense

21 avril 1978

rapport annuel 1977

documents présentés
à l'assemblée générale ordinaire
du 22 juin 1978
communiqués
au comité central d'entreprise
les 15 et 16 juin 1978

en bref

	1973	1974	1975	1976	1977
					millions de tonnes
brut traité en raffinerie	16,3	15,5	13,8	15,6	16,3
ventes totales de produits finis et intermédiaires	16,4	15,6	14,9	16,7	16,6
					millions de francs
chiffre d'affaires commercial hors taxes	3 824	7 953	8 185	10 048	10 970
salaires et dépenses sociales	377	442	491	544	599
dépenses d'immobilisations	643	318	344	129	211
besoins totaux de financement	1 119	2 120	504	936	696
marge brute d'autofinancement :					
– variation des stocks incluse	633	927	567	679	533
– disponible après variation des stocks	414	– 344	437	81	271
bénéfice net de l'exercice	58	0	45	99	58

conseil d'administration	Jacques Ballet président d'honneur Henri Lamaison président Louis Chaperon administrateur André Dubois administrateur Francis Fabre administrateur Jean Forgeot administrateur Michel Kopff administrateur Gustave Rambaud administrateur
comité consultatif	Henri Lamaison président-directeur général Michel Kopff directeur général William R. Brunger directeur finances Jean Rauzier directeur général des ventes Claude Roux directeur logistique
contrôleur	Jacques de Guenin
trésorier	Louis Coignard
secrétaire général	Michel Pauwels
commissaires aux comptes	André Amic titulaire Daniel Dudon titulaire Jean-Michel Garnier suppléant



Société Anonyme Française

au capital de 595 898 000 F
6, avenue André Prothin
Courbevoie (Hauts-de-Seine)
adresse postale :
Cedex 2
92080 Paris La Défense

21 avril 1978

rapport annuel 1977

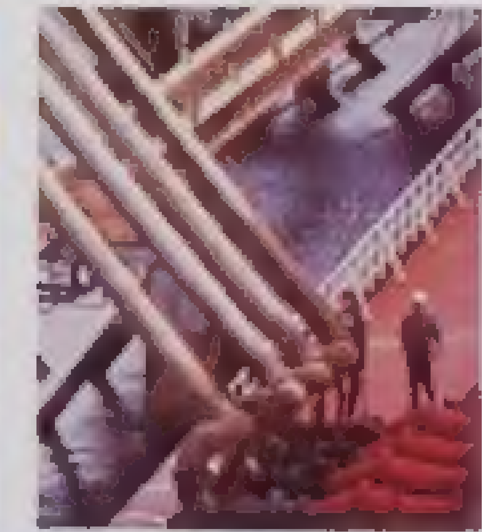
documents présentés
à l'assemblée générale ordinaire
du 22 juin 1978
communiqués
au comité central d'entreprise
les 15 et 16 juin 1978

en bref

	1973	1974	1975	1976	1977
					millions de tonnes
brut traité en raffinerie	16,3	15,5	13,8	15,6	16,3
ventes totales de produits finis et intermédiaires	16,4	15,6	14,9	16,7	18,6
					millions de francs
chiffre d'affaires commercial hors taxes	3 824	7 953	8 185	10 048	10 870
salaires et dépenses sociales	377	442	491	544	599
dépenses d'immobilisations	643	318	344	129	211
besoins totaux de financement	1 119	2 120	504	936	696
marge brute d'autofinancement :					
– variation des stocks incluse	633	927	567	679	533
– disponible après variation des stocks	414	– 344	437	81	271
bénéfice net de l'exercice	58	0	45	99	58







L'Esso Provence, pétrolier de 250 000 t de la flotte d'Esso SAF, accosté à Ras Tanura, en Arabie Séoudite ; il va charger du pétrole brut destiné à la raffinerie de Port-Jérôme. De véritables îles d'acier ont été construites pour servir d'appontements.

Des recherches pétrolières se poursuivent sous les eaux du golfe Persique. La faible profondeur d'eau permet d'utiliser des plateformes auto-élévatrices dont les piles reposent sur le fond marin. A l'arrière-plan, un pétrolier en attente de chargement.



rapport du conseil d'administration

L'environnement mondial

En dehors des Etats-Unis et du Japon, la croissance économique des pays occidentaux en 1977 a été faible : 3,5 % pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E., mais 2 % seulement pour les pays européens. Ces résultats modestes, nettement inférieurs aux taux moyens de la période 1960/1973, n'ont pas empêché la hausse des prix d'atteindre 10 % en moyenne en Europe, montrant que les politiques d'assainissement poursuivies depuis trois ans n'avaient pas encore atteint totalement leur but.

Pour la première fois, la production pétrolière mondiale a légèrement dépassé 3 milliards de tonnes, mais, fait intéressant, la totalité des 100 millions de tonnes supplémentaires extraites en 1977 l'ont été hors de la zone O.P.E.P. La moitié de la production provient actuellement de cette zone, alors que sa part était de 53,5 % en 1973. Au cours de la même période, du fait de la mise en production de la Mer du Nord, les ressources européennes sont passées de 15 à 69 millions de tonnes.

Non seulement l'industrie pétrolière traite des volumes considérables, mais elle doit éviter toute défaillance dans les approvisionnements. Pour cela, il lui faut compenser le déficit des zones de grande consommation par l'excédent de zones de production généralement fort éloignées. De cette caractéristique découle le caractère international de cette industrie dont l'effet le plus immédiat est sa place prépondérante dans les échanges mondiaux. Le pétrole représente à lui seul les deux tiers de l'activité des transports maritimes internationaux et 15 % de la totalité du commerce mondial en valeur. Par ailleurs, l'importance que revêtent les recettes des pays membres de l'O.P.E.P. (environ 130 milliards de dollars en 1977) dans le fonctionnement du système monétaire international a souvent été soulignée.

Afin qu'aucune industrie, aucun consommateur ne soient privés à aucun moment du pétrole qui leur est nécessaire, l'industrie pétrolière doit être en mesure de surmonter les aléas de toute sorte survenant tant au niveau de la demande qu'à celui de la production. Aléas climatiques, variations imprévisibles des besoins, insuffisances des autres sources d'énergie, décisions des Etats... se reportent en totalité sur le pétrole. C'est lui qui, finalement, assure la sécurité de l'approvisionnement en énergie indispensable au fonctionnement des économies modernes. Mais cette adaptation permanente – à très court terme, comme à moyen ou long terme – tout aussi fondamentale que le rééquilibrage géographique évoqué plus haut, n'est, elle aussi, réalisable qu'au niveau mondial. C'est particulièrement vrai pour l'Europe qui importe actuellement 90 % du pétrole qu'elle consomme.

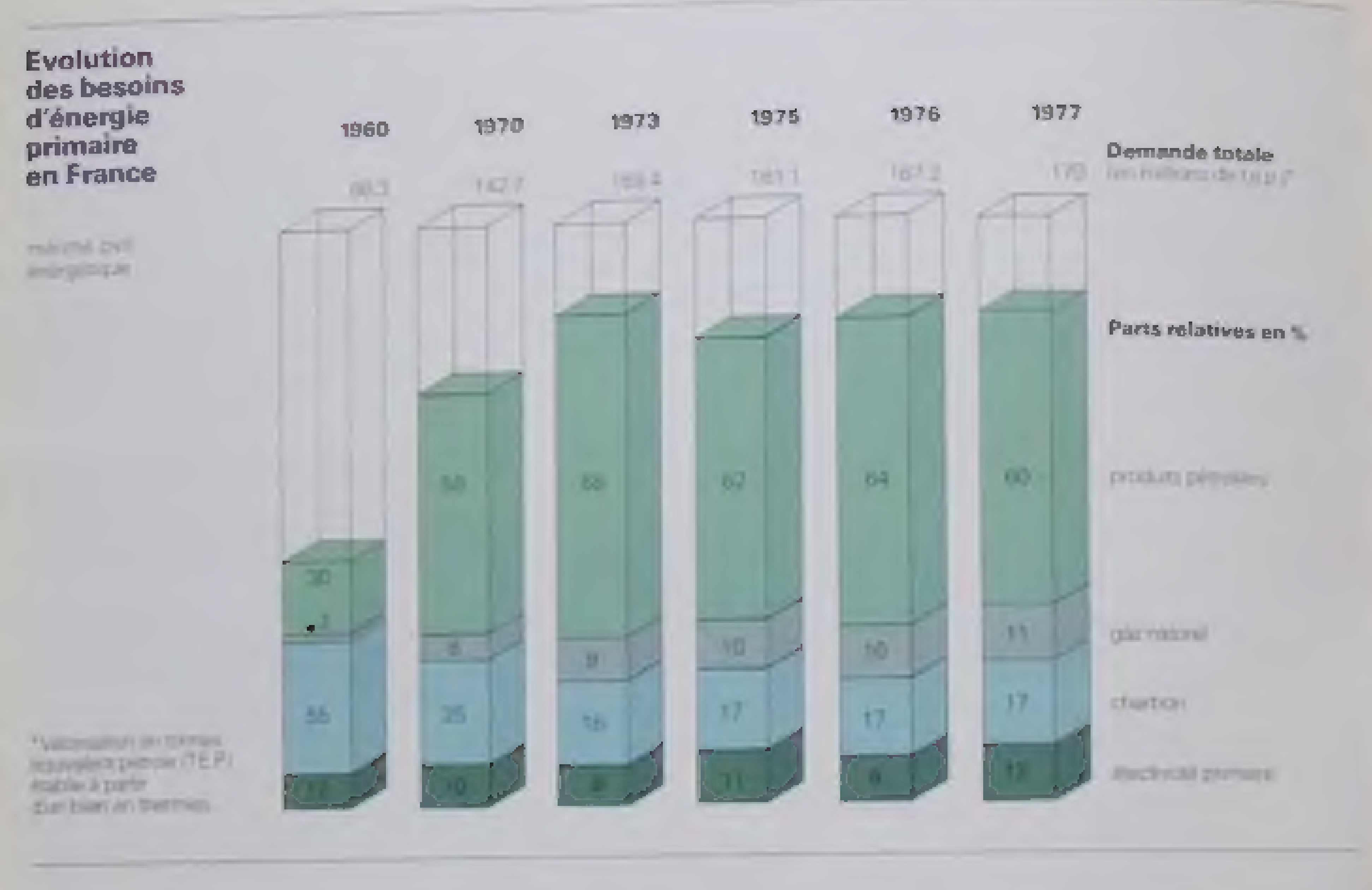
Or, en dépit des crises politiques ayant à plusieurs reprises affecté la production au Moyen-Orient et de difficultés de toute sorte, les besoins ont été satisfaits sans défaillance au cours des vingt-cinq dernières années. Cela a été fait par des sociétés dont les activités sont toujours et par nature internationales, en coopération avec les gouvernements. Bien évidemment, une telle performance n'a pu être réalisée que parce que ces sociétés ont su se doter d'un outil logistique d'une grande souplesse et de méthodes de gestion efficaces leur permettant de réagir sans délai aux situations imprévues. Il a fallu aussi tenir compte des délais de réponse et anticiper à long terme l'évolution de la demande. La production mondiale a pu ainsi passer de 500 millions de tonnes en 1950 à 3 milliards de tonnes cette année.



Au large du Cap, à mi-parcours, le courrier et des produits frais sont apportés par hélicoptère à l'Esso Provence. Par mesure de sécurité l'un des canons à eau est en fonctionnement sur le pont du navire.

La crise de 1973/1974 caractérisée par le quintuplement du prix du pétrole en moins d'un an et le contrôle de la production par les gouvernements a ouvert une nouvelle période dont les conséquences, sans aucun doute très profondes, ne peuvent encore être totalement appréciées. On en voit au moins deux :

• l'une concerne la difficulté pour l'industrie pétrolière de s'adapter à une demande en baisse, alors qu'elle avait réussi pendant vingt ans un développement rapide de ses capacités de transport, de raffinage et de distribution. L'arrêt brutal de cette croissance pour une industrie lourde, l'impossibilité d'arrêter la réalisation des projets en cours lors de la crise, ont fait apparaître une surcapacité générale des équipements dont la résorption demande du temps et obère les résultats financiers. Parallèlement, la structure de la demande se modifiant au profit des produits légers, il faut accroître les capacités de conversion. De cette conjonction résultent des diffi-



Livraisons des principaux produits pétroliers en France

Millions de Tonnes

	1960	1970	1973	1975	1976	1977
Tous produits	25.5	85.1	115.1	99.7	106.9	101.3
gaz de pétrole liquéfiés	0.9					
carburants auto	5.4	12.3	15.6	15.9	16.7	17.0
gas oil	1.7	4.7	6.6	6.9	7.5	8.0
fuels domestique et léger	6.7	12.6	39.2	30.9	32.0	30.6
fuels lourds	5.3	21.1	34.1	28.8	32.7	27.0
autres produits énergétiques	5.1	12.9	16.8	14.8	15.3	15.2

cultés de financement d'autant que le niveau des prix des produits pétroliers est insuffisant dans bien des pays.

● l'autre a trait à la régularité des approvisionnements en pétrole brut, à leur évolution en fonction de la demande, éléments toujours aussi essentiels pour les consommateurs. Un nombre croissant de pays producteurs ont pris en main les décisions d'investissements dans l'exploration et la fixation des niveaux de production. S'ils n'ignorent pas les besoins mondiaux, leurs décisions tiennent également compte d'objectifs purement nationaux. De ce fait, la cohérence à long terme entre ressources et besoins pourrait être compromise si une coopération réelle entre pays producteurs et pays consommateurs ne pouvait être instaurée de façon à réconcilier les intérêts légitimes des uns et des autres.

Une autre tâche doit également être poursuivie avec vigueur : économiser l'énergie et diversifier les sources de production. Les ressources en charbon, pétrole, gaz et uranium doivent être suffisantes pour assurer le relais jusqu'à l'arrivée des énergies nouvelles ; encore faut-il que les investissements soient effectués en temps utile. En dépit de l'énormité des besoins, la pénurie d'énergie n'est pas inéluctable mais elle pourrait le devenir si les moyens mis en œuvre – et en premier lieu, les ressources financières – n'étaient pas à la mesure des actions à entreprendre ou si l'accès à certaines ressources était entravé pour des raisons d'ordres divers, politique en particulier.

L'environnement national

Grâce à la politique économique menée depuis septembre 1976, la croissance économique s'est poursuivie en France en 1977 : l'ensemble de la production nationale a progressé de 3 % environ, ce qui a permis une nouvelle amélioration du niveau de vie des Français. C'est un résultat favorable lorsqu'on sait que l'O.C.D.E. a diagnostiqué une augmentation de 2 % pour l'ensemble de l'Europe. En outre, des progrès importants ont été réalisés dans le rétablissement des équilibres fondamentaux, condition indispensable à la reprise d'une expansion saine et durable.

A cet égard, la réduction de près de moitié du déficit commercial, le quasi-rétablissement de l'équilibre du commerce extérieur en fin d'année, la bonne tenue du franc sont des éléments déterminants. Moins avancée, l'amélioration obtenue sur le front des prix est néanmoins encourageante. Enfin, les incitations de l'État et les efforts des entreprises ont permis une diminution très appréciable du nombre des sans-emploi.

Sur le plan énergétique, caractérisé par une augmentation très modérée des besoins : + 2,3 %, l'événement marquant a été une progression de près de 60 % de la production d'électricité d'origine hydraulique. Cette évolution exceptionnelle tient au renversement complet des conditions climatiques : sécheresse extrême en 1976 et forte pluviosité en 1977. On note par ailleurs une avance limitée à 1,3 % des ventes de caburants auto, ce qui montre, contrairement à certaines affirmations, qu'au niveau actuel, il y a bien une réponse de la demande au prix. Par rapport à 1976, le litre de supercarburant a augmenté de 17,5 %, soit nettement plus que les revenus des particuliers. Cette hausse résulte pour l'essentiel de la majoration des taxes, accrues de 49 centimes (+ 55 %), alors que 6 centimes seulement étaient accordés aux sociétés pour faire face à l'augmentation des coûts. La douceur du climat ayant par ailleurs provoqué un recul de 1 million de tonnes des livraisons de fuel domestique, l'ensemble des livraisons de produits pétroliers sur le marché français s'est élevé à 98,7 millions de tonnes, soit une baisse de 5,2 % par rapport à l'année précédente.

Ceci a permis de maintenir la facture des importations de pétrole brut au-dessous du plafond de F 55 milliards fixé par le Gouvernement, bien que le coût moyen de la tonne de pétrole importé soit passé de 450 F en 1976 à 493 F en 1977. Les augmentations de prix autorisées sur certains produits – dont les carburants auto et le fuel domestique – ont de nouveau été insuffisantes pour compenser la hausse du prix du brut et l'alourdissement des coûts unitaires. La situation financière de l'ensemble des sociétés de raffinage s'est encore aggravée pour la quatrième année consécutive. La prolongation de cette situation, dont les conséquences ne pourront être en définitive que dommageables pour l'économie du pays, est d'autant plus incompréhensible qu'il suffirait de quelques centimes par litre pour rétablir l'équilibre financier des entreprises. Il est temps que la fixation des prix plafonds tienne normalement compte de l'ensemble des coûts et charges réels correspondant aux nécessités de l'approvisionnement du marché. Une telle mesure n'aurait rien de révolutionnaire, elle se bornerait à replacer le secteur pétrolier dans le cadre qui fut le sien jusqu'en juin 1973.



perspectives énergétiques mondiales*

Pour autant que la croissance économique se poursuive dans le monde, même sur un rythme plus lent que dans le passé, les besoins en énergie augmenteront en raison du lien étroit qui relie l'amélioration des niveaux de vie et l'augmentation de la consommation en énergie. Ce lien est tellement étroit que certains se demandent si les pays occidentaux, déficitaires en énergie, ne devront pas limiter ou adapter leur production industrielle en fonction des quantités d'énergie qu'ils seront à même de se procurer. La question peut paraître quelque peu incongrue à un moment où l'on constate une offre d'énergie excédentaire: les stocks de charbon dans la C.E.E. sont à leur maximum, les bacs de pétrole sont pleins. Ce déséquilibre peut durer quelques années, mais des tensions sur les approvisionnements apparaîtront néanmoins au cours de la prochaine décennie.

Pour faire face aux besoins prévus en 1990: 7,4 milliards de tonnes équivalent pétrole, 3 milliards de plus qu'en 1975, il sera nécessaire de développer toutes les sources d'énergie aussi rapidement que possible. Aussi importants qu'ils apparaissent, ces besoins sont cependant très sensiblement plus faibles que ceux découlant des prévisions faites avant la crise de 1973/74. Ils prennent en compte des économies voisines de 20% en 1990, ce qui correspond à l'équivalent de la production du Moyen-Orient de 1977. C'est donc considérable, mais il s'agit d'une prévision dont la réalisation suppose une attitude nouvelle des consommateurs au regard de leurs consommations d'énergie ainsi que la mise au point d'équipements et de procédés consommant moins d'énergie.

La tâche n'est pas impossible mais l'ampleur des volumes est telle que toute défaillance d'une énergie serait mal et difficilement comblée par les autres. Un cinquième des besoins seront satisfaits par le charbon, dont la production doublera, et 15% par l'électricité primaire (hydraulique et nucléaire). Mais les hydrocarbures (pétrole et gaz naturel) fourniront encore plus de la moitié de l'approvisionnement énergétique mondial, la production de pétrole des pays de l'O.P.E.P. représentant 60% environ du total.

*Chine et pays de l'Est exclus

consommation d'énergie par source

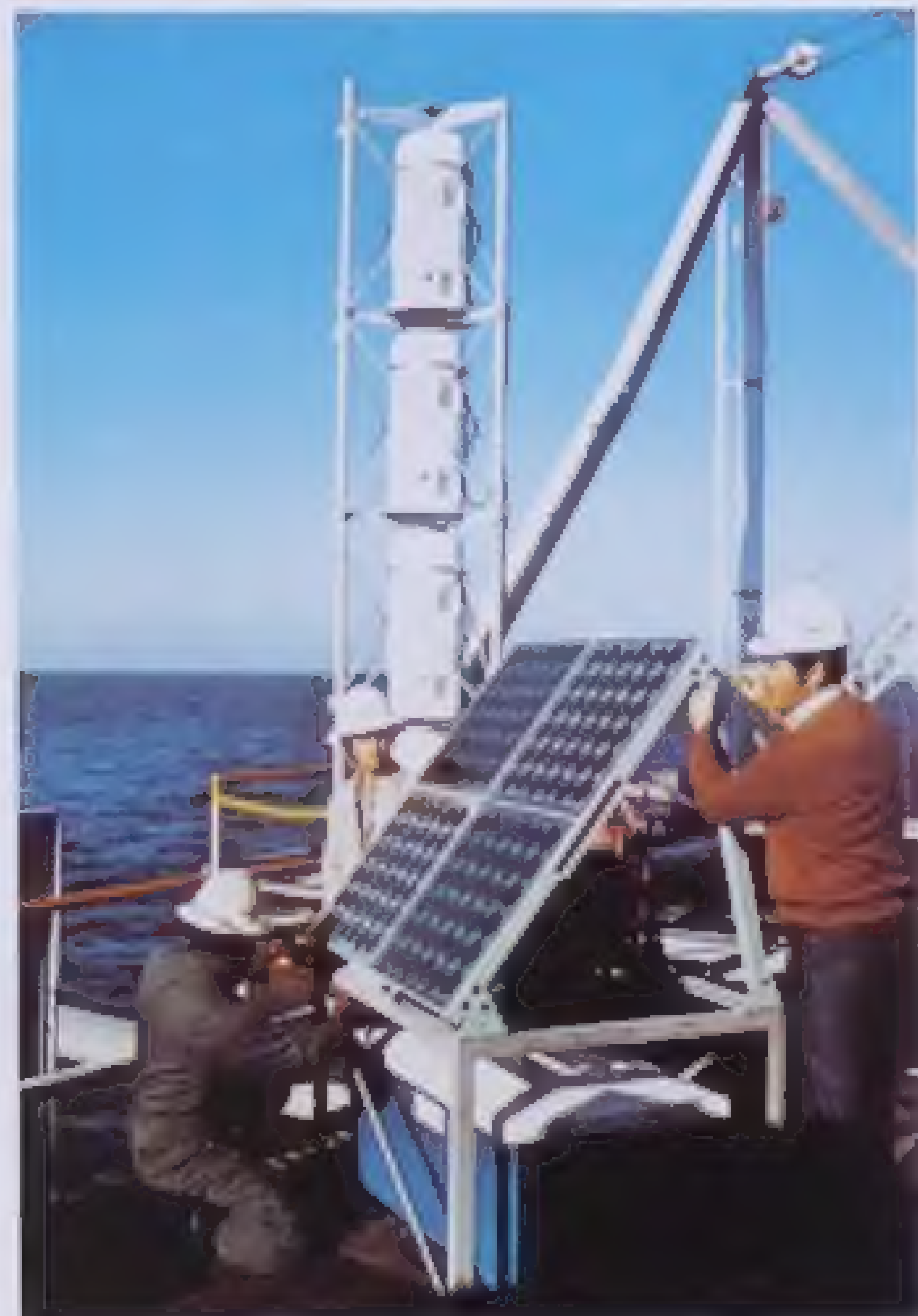


1975		1990
2400	Pétrole	3800
800	Gaz naturel	1100
50	Électricité nucléaire	450
300	Électricité hydraulique et divers	500
800	Charbon	1500
4350	**Millions de T.E.P.**	**7350**

Exxon et les énergies nouvelles



Expérience de laboratoire dans le cadre des études menées depuis plus de 10 ans par Exxon Research pour la transformation du charbon en combustibles liquides de type pétrolier. Une usine pilote est en cours de construction à Baytown, Texas.



Ce panneau solaire de 144 cellules photovoltaïques au silicium fournit l'électricité à une plate-forme offshore; c'est une fabrication de Solar Power Corporation, filiale du Groupe Exxon.

Faisceau d'éléments de combustible à base d'uranium enrichi, fabriqué par Exxon Nuclear qui s'est acquis ces dernières années une position des plus enviables dans le domaine des combustibles nucléaires et des services associés à leur fourniture.

Permis de recherche d'Esso REP

- permis attribués 100 % à Esso REP
- permis attribués à Esso REP en association
- participation financière d'Esso REP

Un hélicoptère de liaison s'approche de la plateforme Penrod 70, en cours de forage dans le golfe de Gascogne, à 40 km au large. Céphée est le 10e forage d'exploration réalisé par Esso REP depuis 1966 dans cette zone.



Ce trépan usé vient d'être remonté du fond d'un puits.

Ce riser (en jaune) fait partie de l'ensemble du système compensateur de pilonnement permettant de forer malgré les mouvements de la houle.

activités de la société et de ses filiales

Exploration et production Esso REP

De sensibles modifications ont été apportées au domaine minier d'Esso REP au cours de l'exercice, principalement en raison de l'octroi du permis de Haute-Garonne couvrant 855 km² (Esso REP 33 1/3 %) et des permis de Sainte-Menehould, Sens, Senlis et Essonne s'étendant sur 9 980 km² sur lesquels Esso REP détient 25 % d'intérêt.

Par ailleurs, Esso REP a renoncé aux permis de Saint-Gilles et de Rébénacq et a bénéficié du renouvellement, avec réduction de surface, des permis de Brie, du Haut-Rhône et de Corse Maritime.

Sur le permis de la Mer d'Iroise, après publication de la décision du tribunal arbitral délimitant le plateau continental soumis respectivement à l'autorité de la Grande-Bretagne et de la France, une campagne d'aéromagnétisme et de sismique réflexion a été exécutée durant l'été en vue de la reprise en 1978 des activités de forage dans cette région.

En Aquitaine, trois forages d'exploration en participation étaient sur le point d'être achevés en fin d'année.

En outre, le puits de Lannemezan 2, qui a donné des indices de gaz à grande profondeur a été repris et équipé pour des essais de production de longue durée.

Céphée, dixième forage d'exploration réalisé par Esso REP dans le Golfe de Gascogne, a été exécuté en 41 jours, sous 85 mètres d'eau et a été terminé à 3 129 mètres sans avoir fourni d'informations encourageantes.

Dans le bassin Parisien, outre un forage réalisé dans l'Est, l'effort a porté sur la reconnaissance de la structure de Soudron mise en évidence par Esso REP à la fin de 1976. De nouveaux travaux sont nécessaires avant de se prononcer sur le caractère commercial de cette découverte.

En fin d'année, Esso REP a effectué un forage sur le permis de Brie, à Vulaines, et y a rencontré des indices de pétrole, mais une proportion élevée d'eau salée a été recueillie au cours des premiers essais.

Huit nouveaux puits de développement ont été forés en 1977 par Esso REP sur les gisements de Parentis, Lugos, Mimizan et Cazaux et d'importants travaux de reconditionnement exécutés sur des puits existants. Les résultats obtenus ont permis de maintenir la production au niveau de l'année précédente.

En 1977, Esso REP a extrait 681 770 tonnes de pétrole brut et a commercialisé 31 336 401 m³ de gaz.





Dépôt de pétrole brut de Parentis dans les Landes. Pour mieux l'intégrer au paysage de la forêt landaise, ce dépôt a été mis en couleur selon les plans d'un coloriste conseil.

Activités logistiques et industrielles

En 1977, les raffineries Esso (Port-Jérôme, Bordeaux, Fos-sur-Mer et la part Esso de la raffinerie de Lorraine) ont traité 16,3 millions de tonnes de pétrole brut, tonnage légèrement supérieur à celui de 1973. Par rapport à l'année précédente, la progression est voisine de 4,5 % et le taux moyen d'utilisation de la capacité de raffinage ressort à 78 %. Les exportations de produits finis ont atteint 1 500 000 tonnes, le solde des opérations d'importation et d'exportation de produits finis ayant dégagé un gain net en devises de l'ordre de $ 110 millions. De nouvelles économies d'énergie atteignant environ 26 000 tonnes de fuel lourd ont été réalisées.

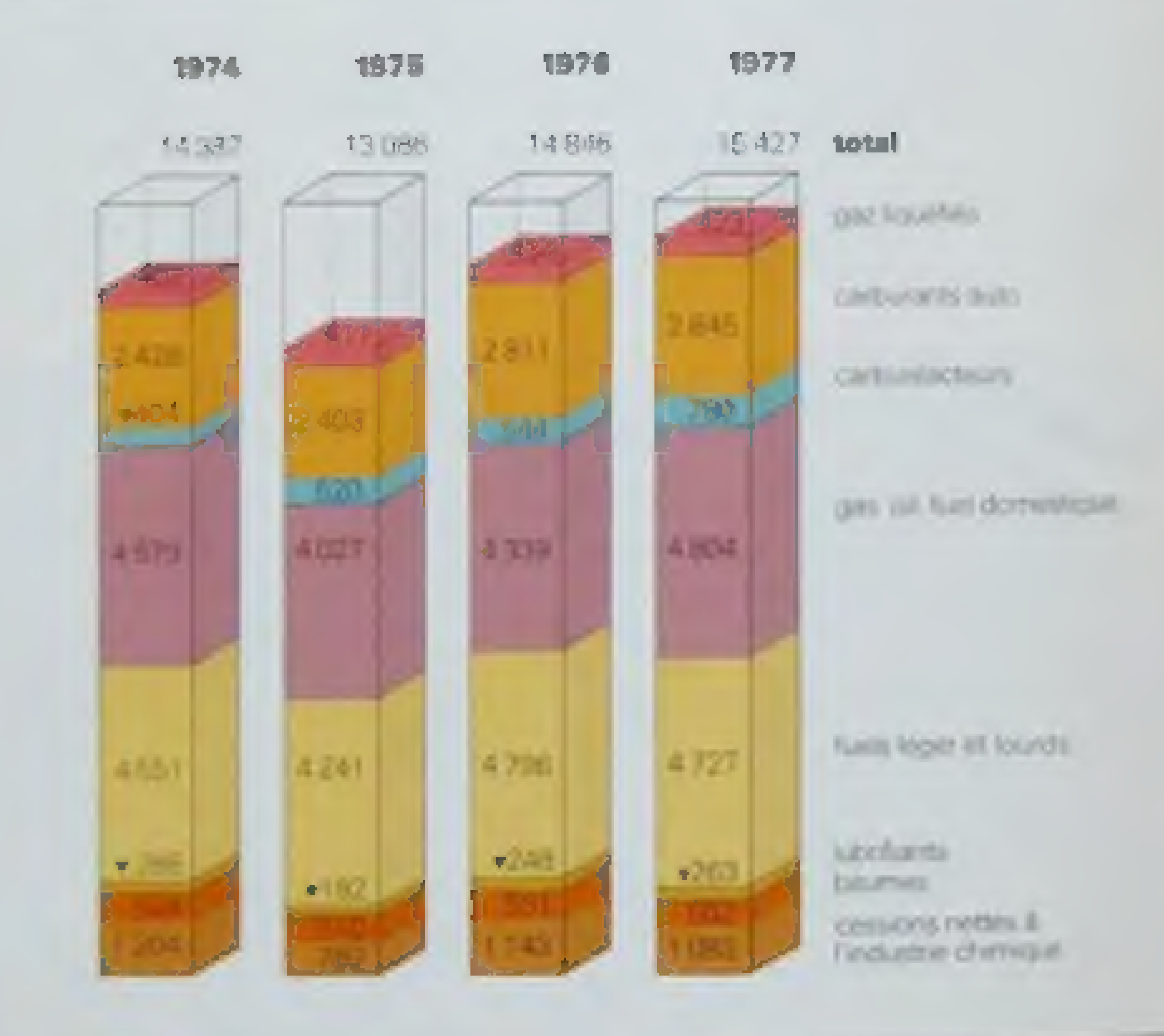
Des décisions d'investissement portant sur un montant total de F 400 millions à réaliser sur plusieurs années ont été prises. Elles concernent des projets comportant outre divers équipements destinés à économiser l'énergie, un accroissement de 25 % de la capacité du cracking catalytique de Port-Jérôme qui entrera en service en 1978, et une nouvelle unité de déparaffinage des huiles. Avec la mise en service en 1980 de cette unité d'une capacité de 370 000 tonnes, Esso S.A.F. disposera d'une chaîne de traitement des huiles lui permettant de répondre à l'accroissement des besoins du marché français et d'accroître ses exportations.

Les études sont par ailleurs activement conduites pour accroître la capacité de désulfuration des distillats en raison de la sévérité accrue des spécifications légales de ces produits et pour préparer la construction de nouvelles unités de conversion destinées à satisfaire une demande qui va devenir plus légère en raison, notamment, de la réduction des besoins en fuels lourds d'E.D.F. liée au développement de l'énergie nucléaire.

La flotte Esso, complètement modernisée, comprenait en fin d'année sept pétroliers de la classe des 250 à 270 000 tonnes, et un navire de 193 000 tonnes, soit au total 2 millions de tonnes de port en lourd. La dernière unité entrée en service le 22 décembre 1977 est l'Esso Flandre d'un port en lourd de 253 557 tonnes qui remplace l'Esso Bourgogne, navire de 41 000 tonnes.

Production des raffineries d'Esso S.A.F.

milliers de tonnes



Pétrole brut traité dans les raffineries d'Esso S.A.F.

Origine	1974 millions de tonnes	1974 %	1975 millions de tonnes	1975 %	1976 millions de tonnes	1976 %	1977 millions de tonnes	1977 %
France	0,74	4,8	0,67	4,9	0,67	4,3	0,69	4,2
Afrique	0,53	3,5	0,40	2,9	0,64	4,1	0,58	3,5
Moyen-Orient	13,70	88,7	12,48	90,5	14,10	90,4	14,78	90,5
Venezuela, mer du Nord	0,47	3,0	0,24	1,7	0,19	1,2	0,29	1,8
	15,44	100,0	13,79	100,0	15,60	100,0	16,34	100,0







A la raffinerie de Fos, les opérateurs s'assurent, depuis une salle de contrôle centralisée de la marche optimale des unités reliées à un ordinateur. Mais ils interviennent aussi directement sur les unités pour faire des rondes de surveillance, prélever des échantillons et contrôler périodiquement certains points critiques (combustion dans les fours).



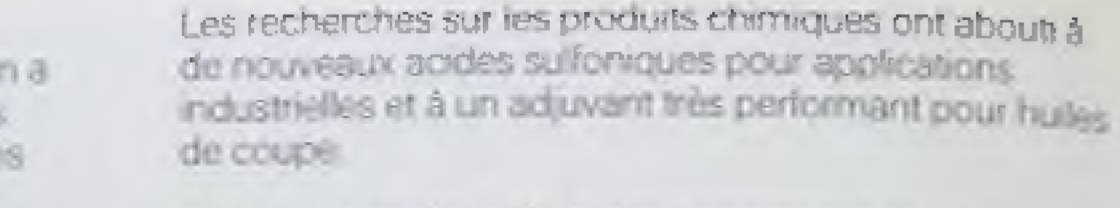
Recherche et développement

Le Centre de Recherche de Mont-Saint-Aignan a poursuivi ses travaux portant sur la qualité des produits, la protection de l'environnement et les économies d'énergie.

Des études fondamentales ont été réalisées sur la qualité des huiles de base. De nouvelles formules pour les lubrifiants industriels et les graisses, adaptées aux bruts du Moyen-Orient et répondant aux exigences des constructeurs et utilisateurs de matériels, ont été mises au point.

Les excellentes performances anti-usure et diesel de la nouvelle huile moteur Uniflo ont été mises en évidence dans de nombreux essais au banc et sur route. Une Esso-4T motor oil spéciale moto, assurant une propreté et une protection remarquables des moteurs, a également été développée.

Pour les bitumes, les recherches ont porté sur des enrobés routiers à propriétés mécaniques améliorées, sur de nouveaux liants d'étanchéité résistant aux intempéries et sur la qualité des émulsions de répandage.



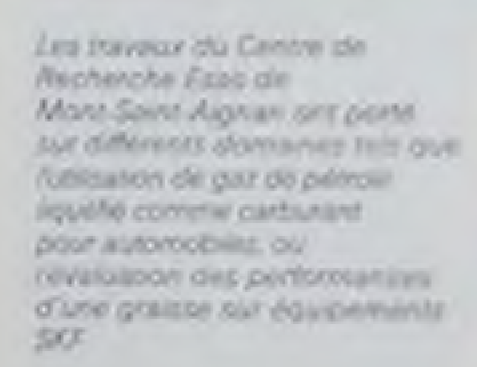
Les recherches sur les produits chimiques ont abouti à de nouveaux acides sulfoniques pour applications industrielles et à un adjuvant très performant pour huiles de coupe.

Dans les domaines liés à l'environnement et aux économies d'énergie, les études ont porté notamment sur des dispositifs et techniques facilitant la combustion des fuels lourds et réduisant les émissions de particules imbrûlées, ainsi que sur l'évolution de certains polluants dans l'air et le sol.

Le Centre de Recherche a été doté de nouveaux équipements modernes d'analyse et d'un ordinateur pour les calculs scientifiques et l'automatisation d'essais de laboratoire.







Les travaux du Centre de Recherche Esso de Mont-Saint-Aignan ont porté sur différents domaines tels que l'utilisation de gaz de pétrole liquéfié comme carburant pour automobiles, ou l'évaluation des performances d'une graisse sur équipements SKF.



Une camionnette-laboratoire spécialement équipée permet de mesurer la pollution de l'air et de contrôler les combustions dans les fours et chaudières d'Esso et de sa clientèle.



Activités commerciales

Dans un marché intérieur en baisse de 5 millions de tonnes, les ventes de la société ont comparativement moins régressé. Cette amélioration relative résulte de la politique de rééquilibrage poursuivie depuis plusieurs années entre les ventes de produits blancs et les fuels lourds, politique qui a atteint son objectif. Compte tenu de la vente de coupes lourdes à Esso Chimie pour l'alimentation de son vapocraqueur, la position de la société en fuels lourds est supérieure à sa position moyenne tous produits.

Pour l'essentiel, le recul des livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur est dû à une baisse des ventes de fuel lourd (− 15,2 %). L'excellente hydraulicité a permis une réduction de 4,7 millions de tonnes des achats d'E.D.F. Les livraisons de fuel domestique sont en baisse de 4,4 %; mais après correction des variations de stock et de température, il semble que la consommation ait progressé d'environ 2 %. Par contre, l'évolution du marché du gas oil fait apparaître une progression de 6,1 % et celui du marché des carburants auto de 1,3 %.

La restructuration et la modernisation du réseau de stations-service Esso ont été poursuivies dans une perspective à long terme. Une quinzaine de stations à gros débit ont été ouvertes, les stations dont le volume des ventes était insuffisant ont été fermées, de nouvelles stations ont été converties en libre service.

Pour les lubrifiants, domaine où la société s'est toujours attachée à livrer des produits de haute qualité, une huile Uniflo nouvelle, parfaitement adaptée aux exigences des moteurs diesel rapides a reçu un bon accueil ; l'Esso Plus Motor Oil, huile monograde, a remplacé l'ancienne Esso Motor Oil ; enfin, une huile spéciale pour moto 4 temps a été mise sur le marché.

La société commercialise une nouvelle qualité de bitume oxydé, peu sensible à la température et répondant aux besoins les plus exigeants en matière d'étanchéité et de couverture.

Les ventes Esso de gaz de pétrole liquéfié ont continué à progresser, notamment grâce à la politique de ventes directes de butane en vrac.







La modernisation du réseau de distribution s'est poursuivie en 1977 avec l'ouverture d'une quinzaine de stations-service de grande capacité.



Ventes totales d'Esso S.A.F.
correspondant au chiffre d'affaires commercial

	1974		1975		1976		1977	
	milliers de tonnes	%	milliers de tonnes	%	milliers de tonnes	%	milliers de tonnes	%
gaz liquéfiés	420	3,1	422	3,1	445	3,0	458	3,1
carburants auto	2 270	16,8	2 346	17,4	2 580	17,5	2 790	18,8
pétrole, essence aviation et carburéacteurs	411	3,1	472	3,5	510	3,4	546	3,7
gas oil	912	6,7	886	6,6	1 076	7,3	1 147	7,7
fuel domestique	3 683	27,2	3 618	26,8	3 859	26,1	3 743	25,2
fuels léger et lourds	4 922	36,4	4 956	36,7	5 390	36,4	5 299	35,8
lubrifiants	275	2,0	216	1,6	293	2,0	279	1,9
bitumes et émulsions	636	4,7	580	4,3	631	4,3	563	3,8
total	13 529	100,0	13 496	100,0	14 784	100,0	14 825	100,0
autres produits (essentiellement produits de base vendus à l'industrie chimique)	2 065		1 377		1 923		1 786	



Une montgolfière aux couleurs Esso s'élève grâce à l'air chauffé par un brûleur alimenté en gaz de pétrole liquéfié.

Tour de France cycliste 1977: les coureurs de l'équipe Peugeot-Esso descendent les Champs-Elysées après la victoire de Bernard Thévenet.



Relations humaines

La politique sociale d'Esso S.A.F. en 1977 s'inscrit dans une perspective de solidarité nationale, notamment en ce qui concerne l'embauche et l'accroissement de la masse salariale. Les efforts ayant pour but l'amélioration des conditions de travail, la formation et la lutte contre les accidents ont été poursuivis.

Pour la première fois depuis de nombreuses années, les effectifs se sont accrus. Cet accroissement provient d'une embauche importante de jeunes – 217 dont 66 cadres –; il représente un facteur positif d'abaissement de l'âge moyen et de dynamisme. En plus de ce recrutement, la société a accueilli 55 stagiaires en application de la loi du 5 juillet. Cette action a été entreprise avec la volonté de contribuer à l'action gouvernementale visant à combattre le chômage. A l'expiration de la période de formation, un certain nombre d'entre eux seront embauchés.

L'amélioration des conditions de travail a fait l'objet d'études particulières. Des groupes de travail, composés de représentants du personnel posté et de membres des directions locales, ont été constitués dans chacune des raffineries afin de faire l'inventaire des pratiques actuelles, et d'analyser les aspirations du personnel concerné. Les travaux de ces groupes feront l'objet en 1978 d'une synthèse concertée au niveau de l'entreprise.

En 1977, un montant équivalent à 2,5 % des salaires a été consacré à la formation professionnelle. Cette activité, qui dépasse largement les obligations légales, a été développée au profit de toutes les catégories de personnel. Une attention particulière a été portée à la formation humaine et sociale tout en répondant aux besoins spécifiques dans les domaines techniques. Cette formation va encore se développer en 1978, elle doit permettre d'obtenir dans les années à venir une amélioration qualitative des conditions de travail et une plus grande efficacité.

L'intégration dans la société de nombreux jeunes embauchés a été une préoccupation majeure qui s'est traduite par la mise au point de certaines actions spécifiques d'accueil et de formation qui seront toutes appliquées début 1978.

Les actions entreprises dans le domaine de la prévention des accidents ont été particulièrement nombreuses et importantes en 1977. Tout le personnel de la société y a participé de façon massive. Grâce à cet effort, le nombre des accidents du travail a été très sensiblement réduit, le taux de fréquence étant tombé à 3,4 accidents par million d'heures travaillées contre 5,3 en 1976. La plupart de ces accidents ont d'ailleurs été sans gravité. Le Centre de Recherche a porté son nouveau record de sécurité à 4 ans et 297 jours, et la raffinerie de Bordeaux a dépassé le million d'heures sans accident le 27 juin.

		1974	1975	1976	1977
Effectifs au 31 décembre		4 699	4 591	4 538	4 582
Engagements		93	107	140	217
Promotions internes		489	505	455	430
Salaires augmentation du :					
• salaire moyen mensuel*	%	20,0	12,8	12,6	9,4
• coût de la vie	%	15,5	9,6	9,9	9,0
Intéressement en % des salaires		2,7	1,9	2,7	1,8
Activités de formation					
• en % des salaires		3,4	3,3	2,8	3,3
• en % du temps de travail		1,9	1,8	1,9	2,7

* Evolution du salaire moyen de décembre à décembre

Filiales

Outre sa principale filiale Esso REP, Esso S.A.F. possède une participation de plus de 50 % dans les sociétés suivantes :

- La Société Immobilière Paris-Niel, la Société Immobilière Paris-Gambetta et la Société Immobilière Paris-Rueil, l'activité de ces trois sociétés étant purement immobilière.
- L'Office Privé d'Assurances et de Courtages qui négocie et gère les polices d'assurances des sociétés du groupe Esso en France.
- La Société d'Exploitation du Parking de la Place d'Anvers et la Société d'Exploitation de Parkings à Saint-Etienne, concessionnaires de parkings publics.
- La Société Worms Distribution et la Société Labeye, sociétés de distribution de combustibles liquides et solides.
- La Société Commerciale des Fauvelles, qui possède des participations dans plusieurs sociétés de distribution de combustibles liquides et solides.
- La Société La Maison Blanche et la Station-Service Les Lyonnes, propriétaires de fonds de commerce de stations-service.
- La Société d'Exploitation et de Développement d'Opérations Commerciales qui assure la gestion de cartes de crédit et de tickets-route.
- La Société Hôtelière de la Petite Campagne, qui exploite un immeuble destiné au logement du personnel de la raffinerie de Port-Jérôme.

Les renseignements concernant les activités de ces filiales figurent à la suite de ce rapport.

Aspects financiers

Les recettes totales hors taxes et hors dividende Esso REP se sont élevées à F 16 162 millions.
Les charges d'exploitation ont atteint F 16 209 millions dont une dotation aux amortissements limitée à F 266 millions du fait de l'insuffisance des résultats. Pour la même raison, la dotation à la provision pour fluctuation des cours des matières premières a dû être limitée à F 207 millions.
La valeur des stocks s'est accrue de F 262 millions, la majeure partie de cet accroissement, soit F 172 millions, provenant de l'augmentation du prix du pétrole brut.
Le résultat d'exploitation hors dividende d'Esso REP s'est donc élevé à F 8 millions.
Compte tenu d'une perte de F 7 millions, solde des pertes et profits divers, et de l'impôt sur les sociétés de F 1 million, le résultat des activités propres à Esso S.A.F. est nul.
Le résultat net comptable s'élève donc au montant du dividende reçu d'Esso REP, soit F 58 millions.

Les besoins totaux de financement ont été de F 696 millions constitués par:
- les dépenses d'immobilisations pour F 208 millions
- l'augmentation des titres de participation pour F 25 millions
- l'augmentation de la valeur des stocks de F 262 millions
- l'augmentation des valeurs réalisables et disponibles de F 157 millions
- et le dividende payé en 1977 de F 44 millions.

Ces besoins ont été financés par:
- la marge brute d'autofinancement de F 533 millions
- des ressources diverses de F 34 millions provenant essentiellement de retraits d'immobilisations et d'autres valeurs immobilisées.

Le solde des besoins a été financé par une augmentation nette de F 129 millions des dettes qui atteignent F 4 309 millions à fin 1977.

Résultats

Les comptes de résultats et le bilan établis au 31 décembre 1977 vous sont présentés en annexe. Ils font apparaître:

un bénéfice pour 1977 de	F 58 2 millions
un report à nouveau de 1976 de	F 0 1 million
auxquels est ajouté un prélèvement sur les réserves facultatives de	F 3 3 millions
total	F 61 6 millions

Il vous sera proposé de leur donner l'affectation suivante:

– Réserve spéciale des plus-values long terme	F 3 2 millions
– Dividende	F 58 4 millions
	F 61 6 millions

Pour chacune des 11 917 960 actions de F 50 de nominal, le dividende net ressort à F 4 90
auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de F 2 45
soit un revenu global de F 7 35

Conformément aux dispositions légales, nous vous rappelons le montant des distributions des trois derniers exercices:

Exercice	Nombre d'actions	Dividende net par action	Avoir fiscal	Revenu global
1974	11 917 960	3 00	1 50	4 50
1975	11 917 960	3 50	1,75	5,25
1976	11 917 960	3,73	1,865	5 595

[illegible] chaque année, lors de l'Assemblée Générale Ordinaire, nous vous demandons de bien vouloir leur donner quitus de leur gestion pour l'exercice 1977 puis de procéder aux élections au Conseil d'Administration.

M. Jacques Ballet, Président d'Honneur, nous a fait part de son désir de ne pas demander le renouvellement de son mandat d'administrateur. Nous tenons à lui exprimer notre profonde reconnaissance pour son dévouement aux intérêts de votre société.
M. André Dubois, Président d'Honneur d'Esso REP, nous a fait également part de son intention de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat d'administrateur. Nous lui adressons des remerciements très cordiaux pour sa contribution déterminante au développement d'Esso REP et à tous deux nous exprimons notre vif regret de les voir quitter le Conseil après tant d'années d'agréable collaboration.

Nous vous proposons la candidature de M. Jean Rauzier, Directeur Général des Ventes d'Esso S.A.F., dont les compétences seront particulièrement utiles au Conseil d'Administration.

Nous désirons enfin évoquer la récente disparition de M. Serge Scheer, Président d'Honneur de votre société, qui appartient à la lignée de ceux qui ont su faire de l'industrie française du pétrole une industrie particulièrement dynamique et de classe internationale. Nous en conserverons le fidèle souvenir.

Le Conseil d'Administration

données financières

Résumé des résultats comptables d'Esso S.A.F. en 1977 — **Millions de Francs**

• Chiffre d'affaires commercial hors taxes	10 970	
Autres recettes y compris transactions compensées	5 055	
Produits financiers et accessoires (hors dividende Esso REP)	137	
Recettes totales hors taxes et hors dividende Esso REP		16 162
• Achats de l'exercice	8 775	
Autres charges y compris transactions compensées	7 168	
Dotation aux amortissements	266	
Charges d'exploitation globales		– 16 209
• Augmentation de la valeur des stocks		262
• Dotation à la provision pour fluctuation des cours des matières premières		– 207
• Résultat d'exploitation avant dividende Esso REP		8
• Pertes et profits divers		– 7
• Impôt sur les sociétés		– 1
• Résultat propre aux activités d'Esso S.A.F.		0
• Dividende reçu d'Esso REP		58
• Profit net		58

Dépenses d'immobilisations millions de F	**1971**	**1972**	**1973**	**1974**	**1975**	**1976**	**1977**
raffinage et laboratoires	97 7	263 2	258 6	70 5	48 0	38 5	61 8
distribution et transports intérieurs	110 3	114 5	98 4	75 5	56,3	57 9	90 4
transports maritimes	171,3	235,4	282 7	136 8	192 5	13 6	54 1
administratif	4 4	4 5	3 6	1 0	2,1	11 3	1 6
Total Esso S.A.F.	383,7	617 6	643,3	283 8	297 9	121 3	207 9
G.I.E. Esso Energie* (part Esso S.A.F.)	–	–	–	34.1	45.6	7 7	2 6
Total	**383,7**	**617,6**	**643,3**	**317,9**	**343,5**	**129,0**	**210,5**

* Le G.I.E. Esso Énergie a été constitué entre Esso S.A.F., Esso Chimie et SOCABU pour doter les installations de ces trois sociétés à Port-Jérôme d'une centrale moderne de génération de vapeur et d'électricité. Esso S.A.F. a contribué au financement de ce projet dans la proportion de la capacité de production nette d'énergie qu'elle a souscrite: 59,3%.

Analyse financière et coefficients millions de F

		1973	1974	1975	1976	1977
A	immobilisations	3 942	4 192	4 335	4 394	4 563
B	amortissements	1 862	2 045	2 565	2 930	3 165
C	immobilisations (valeur nette) (A – B)	2 080	2 147	1 770	1 464	1 398
D	autres valeurs immobilisées	320	367	374	336	335
E	actif immobilisé (C + D)	2 400	2 514	2 144	1 800	1 733
F	valeurs d'exploitation	973	2 244	2 374	2 972	3 234
G	valeurs réalisables à court terme et disponibles	1 054	1 527	1 457	1 633	1 789
H	actif circulant (F + G)	2 027	3 771	3 831	4 605	5 023
I	**actif total** (E + H)	4 427	6 285	5 975	6 405	6 756
J	capitaux propres, réserves et provisions	1 497	2 174	2 039	2 238	2 448
K	dettes à long terme	1 182	1 203	1 206	991	879
L	dettes à court terme	1 748	2 908	2 730	3 176	3 429
M	**passif total** (J + K + L)	4 427	6 285	5 975	6 405	6 756
N	fonds de roulement (H – L)	279	863	1 101	1 429	1 594
O	chiffre d'affaires commercial hors taxes	3 824	7 963	8 185	10 048	10 970
P	**résultats nets**	58	–	45	99	58
Q	marge brute d'autofinancement					
	• variation des stocks incluse	633	927	567	679	533
	• corrigée de la variation des stocks	414	– 344	437	81	271
1	liquidité $\frac{H}{L}$	1,16	1,30	1,40	1,45	1,46
2	marge nette (hors taxes) $\frac{100 \times P}{O}$	1,52	–	0,55	1,00	0,53
3	endettement total $\frac{K + L}{M}$	0,66	0,65	0,66	0,65	0,64
4	rentabilité $\frac{100 \times P}{J}$	3,87	–	2,21	4,42	2,37

Évolution du cours de l'action d'Esso S.A.F.

premier cours du terme le jour de la liquidation

cours de l'action E... au 2? avril 1978 F 75

	1975	1976	1977
dividende ...	5,2?	5,595	[illegible]

Résultats financiers au cours des cinq derniers exercices

	1973	1974	1975	1976	1977
1 Situation financière en fin d'exercice					
a) capital social	595 898 000	595 898 000	595 898 000	595 898 000	595 898 000
b) nombre d'actions émises	11 917 960	11 917 960	11 917 960	11 917 960	11 917 960
c) nombre d'obligations convertibles en actions	–				
2 Résultat global des opérations effectives					
a) chiffre d'affaires hors taxes (milliers de F)					
– transactions compensées exclues	4 217 145	8 300 798	8 571 382	10 492 053	11 416 736
– transactions compensées incluses	5 143 760	10 724 411	11 313 961	14 129 937	16 025 20[illegible]
b) bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	640 514 287	936 001 399	592 808 712	723 753 998	547 803 328
c) impôts sur les bénéfices	6 042 774	7 635 204	13 062 312	45 843 955	505 18[illegible]
d) bénéfice après impôts, amortissements et provisions	58 045 497		44 807 695	99 517 475	58 243 960
e) montant des bénéfices distribués*	41 712 860	35 753 880	41 712 860	44 453 991	58 398 004
3 Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	53,19	77,90	48,64	56,88	45,92
b) bénéfice après impôts, amortissements et provisions	4,87	–	3,76	8,35	4,89
c) dividende versé à chaque action avec avoir fiscal*	5,25	4,50	5,25	5,595	7,35
4 Personnel					
a) nombre de salariés	4 86[illegible]	4 699	4 591	4 538	[illegible]
b) montant de la masse salariale	249 113 000	276 996 000	308 179 000	329 544 000	[illegible]
c) [illegible] versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	138 121 000	165 30[illegible] 000	182 981 000	214 7[illegible] 000	241 [illegible]

* pour l'exercice 1977, il s'agit du montant dont la distribution est proposée par le conseil d'administration

Analyse du chiffre d'affaires

	1975	1976	1977
	millions de francs	millions de francs	millions de francs
gaz liquéfiés	224,6	248,6	
carburants auto	2 211,0	2 585,0	
pétrole, essence aviation et carburéacteur	276,7	338,1	
gas oil	557,6	794,8	
fuel domestique	1 871,8	2 313,6	
fuels léger et lourds	1 616,4	1 820,8	
lubrifiants	457,1	545,2	
bitumes et émulsions	249,2	279,5	
autres produits	721,0	1 122,4	
chiffre d'affaires commercial hors taxes	8 185,4	10 048,0	10 970,0
prestations de service hors taxes	386,0	444,1	445,8
chiffre d'affaires hors taxes, transactions compensées exclues	8 571,4	[illegible]	11 415,8
transactions compensées avec d'autres sociétés pétrolières	2 742,6	3 637,9	4 609,4
chiffre d'affaires hors taxes, transactions compensées incluses	11 314,0	[illegible]	16 025,2
taxe intérieure	2 733,0	3 203,1	4 182,7
chiffre d'affaires, taxe intérieure comprise, hors TVA	14 047,0	17 333,1	20 207,9

filiales et participations

Filiales **au 31.12.77**

Société Esso de Recherches et d Exploitation Esso REP –
Capital F 35 100 000 Participation 88 98 %
Activités recherches et exploitation de tous gisements d hydrocarbures liquides ou gazeux
La production a atteint 681 770 t de pétrole brut et 31 34 millions de m^3 de gaz en 1977 Le bénéfice net après impôt sur les sociétés ressort à F 147 3 millions en 1977

Worms Distribution - W D. –
Capital F 4 919 300 - Participation 98 74 %
Activités distribution de combustibles liquides et solides et de matériels thermiques et sanitaires
En 1977 son chiffre d'affaires h t a atteint F 922 millions dont F 830 millions correspondant à des ventes de produits pétroliers

Labeye et Cie –
Capital F 3 234 000 - Participation 79 59 %
Activités distribution de combustibles liquides et solides
Pour le dernier exercice son chiffre d affaires h t a atteint 94 7 millions

Office Privé d Assurances et de Courtages O P A C. –
Capital F 200 000 Participation 98 25 %
Activités négociation et gestion de contrats d'assurances garantissant les risques des sociétés du groupe Esso en France et de leur personnel
L O P A C gère environ 25 000 contrats Les courtages reçus en 1977 représentent F 3 9 millions

Sociétés d Exploitation du Parking de la Place d Anvers – SEPPA –
Capital F 800 000 Participation 87 12 %
Activités exploitation d un parc public de stationnement d automobiles situé sous la place d Anvers
[illegible]
Immobilisations F 2 8 millions

Société d Exploitation de Parkings – à Saint-Etienne – SEPSE –
Capital F 3 000 000 - Participation 94,92 %
Activités exploitation d'un parc public de stationnement d'automobiles situé à Saint-Etienne
Immobilisations 5 7 millions

Société Immobilière Paris-Niel –
Capital F 348 000 - Participation 99 72 %
Activités location de stations-service
Immobilisations F 3.2 millions

Société la Maison Blanche –
Capital F 120 000 - Participation 70 17 %

Société Immobilière Paris Gambetta –
Capital F 1 080 900 Participation 90 %
Activités location de stations-service
Immobilisations F 16 6 millions

Société Immobilière Paris Rueil –
Capital F 600 000 - Participation 90 %
Activités location de stations-service
Immobilisations F 14 1 millions

Société Station-Service Les Lyonnes –
Capital F 2 000 000 - Participation 94.98 %
Activités location de stations-service
Immobilisations F 2.4 millions

Société Commerciale des Fauvelles –
Participation dans des sociétés de distribution de combustibles
Capital F 4 740 000 - Participation 97,45 %

Société d'Exploitation et de Développement d Opérations Commerciales –
Capital F 100 000 - Participation 85.5 %
Activités gestion de cartes de crédit et tickets-route

Société Hôtelière de la Petite Campagne –
Capital F 20 000 - Participation 95 %
Activités exploitation d un hôtel destiné au logement du personnel de la raffinerie de Port-Jérôme

Autres principales participations

Société de la Raffinerie de Lorraine –
Exploitation d une raffinerie à Hauconcourt
Participation 40 %

Société du Pipe-line de la Raffinerie de Lorraine –
Exploitation de pipe-lines pour l'approvisionnement en pétrole brut de la raffinerie d'Hauconcourt
Participation 40 %

Raffinerie du Midi –
Exploitation de dépôts de produits pétroliers en France
Participation 33 33 %

Dépôts de Pétrole Côtiers –
Exploitation de dépôts de produits pétroliers en France
Participation 21 20 %

Société Havraise de Manutention de Produits Pétroliers –
Réception stockage et réexpédition de fuel et gas oil
Participation 15 40 %

Société du Pipe-line Méditerranée Rhône –
Exploitation de pipe-lines de produits pétroliers des raffineries de la Méditerranée à la Vallée du Rhône
Participation 14 17 %

Société de Transports Pétroliers par Pipe-lines (TRAPIL) –
Exploitation de pipe-lines de produits pétroliers des raffineries de la Basse-Seine à la région parisienne
Participation 7 99 %

Géomines Caen –
Exploitation d un stockage souterrain de produits pétroliers à May-sur-Orne
Participation 14 %

Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA) –
Construction et exploitation d "Hydrant Systems" aux aéroports d'Orly et de Roissy
Participation 16 66 %

Viafrance –
Travaux routiers et répandage de bitumes
Participation 44 78 %

Filiales et participations francs	capital	réserves	quote-part du capital détenu (en %)	valeurs d'inventaire des titres détenus	prêts et avances consentis par la société et non remboursés	montant des cautions et avals fournis par la société	chiffre d affaires du dernier exercice	bénéfice net (ou perte) du dernier exercice	dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A – Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital d'Esso S.A.F.									
1 Filiales (50 % au moins du capital détenu par Esso S A F)									
– Esso REP	35 100 000	184 238 200	88.98	37 476 600		–	357 757 797	147 335 473	58 243 960
– S C des Fauvelles	4 740 000	1 026 937	97 45	15 702 513	–	–	–	299 231	–
– Worms Distribution	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	–	922 444 233	595 081	–
– Labeye et Cie	3 234 000	2 788 985	79 59	8 407 554	9 485 824	–	94 726 066	281 494	–
2 Participations (10 à 50 % du capital)									
– Viafrance	12 825 000	24 781 577	44.78	15 237 838	246 378	–	428 066 082	(2 674 087)	
– Raffinerie du Midi	22 500 000	1 589 013	33.33	7 420 000	9 853 353	8 244 200	23 629 164	(1 188 574)	–
– Société du Pipe-line Méditerranée-Rhône	65 000 000	2 873 248	14.17	9 208 600	–	7 192 500	88 601 152	15 007 429	1 738 584
– Société de la Raffinerie de Lorraine	60 000 000	–	40.00	19 999 200	–	11 774 500	83 852 539	–	–
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations									
[illegible]				[illegible]	[illegible]	2 134 200			672 015
2 Participation dans les sociétés françaises				31 365 546	16 863 696	24 634 900			2 333 859





exercice 1977 Esso S.A.F.

francs

compte d'exploitation générale

débit

[illegible]

crédit

[illegible]

compte de pertes et profits

débit

partic pa [illegible]

crédit

[illegible]

bilan au 31 décembre 1977 Esso S.A.F.

francs	actif			montant net
valeurs immobilisées 1 732 743 179,32	**frais d'établissement**			
	prime de remboursement des obligations	**3 040 660,00**	**814 597 00**	**2 226 063,00**
	immobilisations			
	[illegible] et ouvrages d'infrastructure			
	[illegible]			
	[illegible] et outillage			92 217 082 40
	[illegible] de transport			
	autres immobilisations corporelles			
	pipe-line		44 02[illegible] 039 14	
	immobilisations inc[illegible]		5 386 643 93	
	immobilisations en cours			88 899 693 [illegible]
	total	**4 562 938 834,23**	**3 165 097 365,24**	**1 397 841 468 99**
	autres valeurs immobilisées			
	prêts et autres créances à plus d'un an			115 554 231 4[illegible]
	titres de participation	181 315 150 39	11 300 645 39	
	[illegible]	3 430 656 76	-	
	compte de régularisation actif à plus d'un an	43 876 254 15		43 676 254 15
	total	**343 976 292,72**	**11 300 645,39**	**332 675 647,33**
actif circulant 5 023 585 860 39	**valeurs d'exploitation**			
	marchandises	14 127 656 00	733 109 00	13 394 547 00
	matières premières	1 307 441 000 00	-	1 307 441 000 00
	matières consommables	27 515 451 50	-	27 515 451 50
	produits finis	1 449 850 013 00	-	1 449 850 013 00
	produits en cours	428 339 028 00	-	428 339 028 00
	emballages commerciaux	7 329 603 00	-	7 329 603 00
	total	**3 234 602 751,50**	**733 109,00**	**3 233 869 642,50**
	valeurs réalisables à court terme ou disponibles			
	fournisseurs avances et acomptes versés	190 9[illegible] 0 12		190 910 12
	clients	1 032 578 081 98	24 087 287 00	1 008 490 794 98
	autres débiteurs	317 808 947 78	5 482 131 66	312 326 816 12
	compte de régularisation actif	63 422 572 35	-	63 422 572 35
	prêts à moins d'un an	15 996 931,33	-	15 996 931 33
	effets à recevoir	252 184 914 95	-	252 184 914 95
	chèques et autres valeurs à encaisser	114 261 067 49	-	114 261 067 49
	titres de placement	934 94	637 70	297 24
	banques et chèques postaux	22 243 590 40	-	22 243 590 40
	caisse	598 322 91	-	598 322 91
	total	**1 819 286 274,25**	**29 570 056,36**	**1 789 716 217,89**
	total général			**6 756 329 039,71**

avals, cautions, garanties et autres engagements donnés 1 628 988 177 93
avals, cautions, garanties et autres engagements reçus 1 138 256 [illegible]32 00

passif		
capital propre et réserves		**patrimoine social et provisions assimilées** 2 390 072 935,63
total	963 525 757 24	
report à nouveau	87 161 04	
situation nette avant [illegible]	963 612 918,28	
provisions réglementées		
[illegible] matières premières	4[illegible]	
	[illegible] 014 72	
total	1 417 358 658,78	
subventions d'équipement reçues	[illegible]	
	[illegible]	
différence	3 318 771,59	
provisions pour pertes et charges	5 782 586,98	
dettes à long et moyen terme		**passif envers les tiers** 4 308 012 154 08
obligations à plus d'un an	[illegible]	
[illegible] à plus d'un an	[illegible]	
[illegible]	[illegible] 000 000 00	
[illegible] dettes à plus d'un an		
[illegible]	879 058 669,13	
dettes à court terme	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
clients avances et acomptes reçus sur commandes en cours	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	
[illegible] de régularisation passif		
emprunts à moins d'un an		
effets à payer		
banques créditrices		
[illegible]	3 428 953 484,95	
résultats : bénéfice de l'exercice	56 243 950,00	
total général	6 756 329 039 71	

bilan consolidé au 31 décembre 1977

Esso S.A.F. et Esso REP

millions de francs	actif	montant brut	amortissements dépréciations et plus-values réinvesties	montant net
valeurs immobilisées 1 776,2	**frais d'établissement**			
	prime de remboursement des obligations	**3,0**	**0,8**	**2,2**
	immobilisations			
	terrains	184.6	15.3	169.3
	travaux souterrains et sondages	161.9	147.7	14.2
	constructions et ouvrages d'infrastructures	573.7	341.1	232.6
	installations complexes spécialisées	1 866.4	1 563.4	303.0
	matériel et outillage	304.5	211.2	93.3
	matériel de transport	1 355.3	927.5	427.8
	autres immobilisations corporelles	220.1	147.2	72.9
	pipe-line	84.2	69.1	15.1
	immobilisations incorporelles	22.8	5.3	17.5
	frais de recherches	21.8	21.8	-
	puits secs	24.9	24.9	-
	immobilisations en cours	131.5	–	131.5
	total	**4 951,7**	**3 474,5**	**1 477,2**
	autres valeurs immobilisées			
	prêts et autres créances à plus d'un an	117.0	–	117.0
	titres de participation	143.8	11.3	132.5
	dépôts et cautionnements	3.6	–	3.6
	compte de régularisation actif à plus d'un an	43.7	–	43.7
	total	**308,1**	**11,3**	**296,8**
stocks 3 201,7	**valeurs d'exploitation**			
	marchandises	14.1	0.7	13.4
	matières premières (pétrole brut)	1 310.1	–	1 310.1
	matières consommables	31.7	–	31.7
	produits finis	1 410.9	–	1 410.9
	produits en cours	428.3	–	428.3
	emballages commerciaux	7.3	–	7.3
	total	**3 202,4**	**0,7**	**3 201,7**
comptes de tiers 1 388,6	**valeurs réalisables à court terme ou disponible**			
	fournisseurs, avances et acomptes versés sur commandes	0.2	–	0.2
	clients	1 033.8	24.1	1 009.7
	autres débiteurs	322.3	5.5	316.8
	comptes de régularisation : actif	61.9	–	61.9
comptes financiers 434,5	prêts à moins d'un an	44.8	–	44.8
	effets à recevoir	252.2	–	252.2
	chèques et autres valeurs à encaisser	114.3	–	114.3
	titres de placement	–	–	-
	banques et chèques postaux	22.6	–	22.6
	caisse	0.6	–	0.6
	total	**1 852,7**	**29,6**	**1 823,1**
	total général	**10 317,9**	**3 516,9**	**6 801,0**
	avals, cautions, garanties et autres engagements donnés	1 829.0		
	avals, cautions, garanties et autres engagements reçus	1 138.3		

	passif	montant	
capitaux permanents 3 594,4	**capital propre et réserves**		**patrimoine social et provisions assimilées 2 750,3**
	capital social	595.9	
	primes d'émission	164.9	
	réserve légale	62.7	
	plus-values à long terme	23.3	
	réserves facultatives	122.0	
	réserve de renouvellement du stock indispensable	3.9	
	réserve spéciale de réévaluation	6.2	
	total	**978,9**	
	report à nouveau	**144,4**	
	situation nette (avant résultats de l'exercice)	**1 123,3**	
	provisions réglementées		
	provision pour fluctuation des cours des matières premières	1 402.1	
	provision pour investissement	15.7	
	provision pour reconstitution des gisements	197.1	
	provision pour hausse des prix	3.0	
	total	**1 617,9**	
	subventions d'équipement reçues	**3,3**	
	provisions pour pertes et charges		
	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	**5,8**	
	dettes à long terme		**passif envers les tiers 3 862,1**
	obligations à plus d'un an	85.0	
	emprunts à plus d'un an	754.9	
	autres dettes à plus d'un an	4.2	
	total	**844,1**	
comptes de tiers 2 320,9	**dettes à court terme**		
	fournisseurs	148.8	
	clients : avances et acomptes reçus sur commandes en cours	5.4	
	autres créanciers	1 899.6	
	redevance sur production d'huile brute	6.4	
	compte de régularisation : passif	260.7	
comptes financiers 697,1	emprunts à moins d'un an	181.9	
	effets à payer	358.6	
	banques créditrices	156.6	
	total	**3 018,0**	
	résultats : bénéfice de l'exercice	148.2	
	intérêts minoritaires	40.4	
	total général	**6 801,0**	

exercice 1977 Esso S.A.F. et Esso REP consolidés

millions de francs

compte d'exploitation générale	**débit**	
	stocks au début de l'exercice	2 922.3
	achats	13 008.3
	frais de personnel	639.1
	impôts et taxes	4 273.4
	travaux, fournitures et services extérieurs	745.0
	transports	782.7
	frais divers de gestion	227.2
	frais financiers	170.4
	dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements des frais d'établissement	0.3
	dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements des immobilisations	286.6
	dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements des titres de participation	0.4
	dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour pertes et charges	2.2
	dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation	9.1
	bénéfice d'exploitation	529.5
	total	23 596.5
	crédit	
	stocks à la fin de l'exercice	3 201.7
	ventes de marchandises et produits finis, prestations de services (directement liées à l'activité pétrolière)	20 223.5
	ristournes, rabais et remises obtenus ou à obtenir	0.3
	produits accessoires	73.3
	produits financiers	36.6
	travaux faits par l'entreprise pour elle-même et travaux et charges non imputables à l'exercice	61.1
	total	23 596.5
compte de pertes et profits	**débit**	
	participation des salariés	7.7
	pertes sur exercices antérieurs	23.5
	pertes exceptionnelles	8.8
	dotations de l'exercice aux comptes de provisions et d'amortissements hors exploitation ou exceptionnels :	
	– provision pour reconstitution des gisements	82.1
	– amortissements des charges d'exploration	46.7
	– autres dotations	212.6
	impôts sur les bénéfices	83.4
	bénéfice net consolidé :	
	– quote-part des actionnaires d'Esso S.A.F.	148.2
	– quote-part des intérêts minoritaires des tiers dans Esso REP	16.2
	total	629.2
	crédit	
	bénéfice d'exploitation de l'exercice	529.5
	profits sur exercices antérieurs	12.6
	provision pour reconstitution des gisements devenue disponible	64.0
	profits exceptionnels	22.7
	profits résultant de subventions d'équipement	0.4
		629.2

rapport des commissaires aux comptes

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous avons accompli pour l'exercice 1977 la mission que vous avez bien voulu nous confier en notre qualité de Commissaires aux comptes.

Nos travaux ont été conduits selon les diligences habituelles en la matière et dans le respect des textes régissant les sociétés commerciales.

Les contrôles auxquels nous nous sommes livrés, tant au moyen de sondages que par vérifications systématiques, ont concerné aussi bien les postes composant l'actif et le passif du bilan au 31 décembre 1977 que ceux regroupés dans les comptes de résultats ou figurant hors-bilan.

Conformément à l'article 157 de la loi du 24 juillet 1966, nous vous rendons compte ci-après du résultat de nos investigations.

Présentation et règles d'évaluation.
La présentation des documents soumis à votre examen et les règles utilisées pour l'évaluation des postes qui les constituent appellent de notre part les précisions suivantes :

1°) La provision pour fluctuation des cours des matières premières applicable aux stocks de pétrole brut a été portée de F 1 194 902 300 à F 1 402 152 751,87 au moyen d'une dotation complémentaire dont le montant a été limité, dans le cadre des dispositions légales, à F 207 250 451,87.

2°) Afin de se conformer à une plus juste appréciation des charges engagées à la clôture de l'exercice, la contribution sociale de solidarité (F 10 858 000) et la participation des travailleurs aux fruits de l'expansion (F 5 320 000) afférentes à l'année 1977 ont été portées à juste titre aux comptes de régularisation-passif en contrepartie de leur inscription dans les frais d'exploitation et les pertes de l'exercice, tandis que les dépenses de même nature exposées en 1977 au titre de l'année précédente (respectivement F 9 765 045 et F 8 494 775,37) ont été classées par contrecoup dans les pertes d'exercices antérieurs.

3°) Les principes mis en œuvre pour l'amortissement des immobilisations sont restés inchangés dans leur ensemble. Toutefois, la dotation relevant du mode dégressif a été limitée en raison de l'insuffisance des résultats tout en respectant la réglementation fiscale en la matière.

4°) Enfin, la dotation à la réserve de plus-value à long terme qui était effectuée jusque-là à partir d'une inscription au compte de pertes et profits (F 3 258 454,03 pour 1976) est appelée désormais, comme il est de règle, à être prélevée sur le bénéfice net offert à l'approbation de l'assemblée.

Situation générale et mouvements financiers.
D'une manière générale, il existe à fin 1977 un excédent de l'actif total sur les dettes envers les tiers de F 2 448.3 millions, alors qu'il était de F 2 237.8 millions un an auparavant. La progression de F 210.5 millions est due aux causes suivantes :

			millions de F
• Bénéfice net de l'exercice 1977			58.2
• à ajouter :			
Dotations aux provisions :			
– pour fluctuations des cours		207.2	
– pour investissement		4.3	
– pour pertes et charges		2.1	
			213.6
			271.8
Subventions d'équipement reçues			1.4
Ensemble			273.2
• à déduire :			
Reprise de provisions antérieurement prélevées sur les résultats :			
– pour investissement	3.1		
– pour pertes et charges	15.1		
		18.2	
Dividendes alloués sur le bénéfice de 1976		44.5	
			62.7
Différence égale			210.5

Sous un autre aspect, on constate que l'actif circulant (stocks, créances et disponibilités) dépasse les dettes à court terme de F 1 594.7 millions contre F 1 429.5 millions en 1976, ce qui reflète une augmentation de votre fonds de roulement de F 165.2 millions, laquelle s'explique par les mouvements résumés ci-après :

• Ressources :		
Progression de la situation générale déjà signalée	210.5	
à ajouter : amortissements déduits des résultats, sans influence sur la trésorerie	266.4	
		476.9
• Emplois de fonds :		
Investissements (stations-service, transports maritimes, installations de raffinage, etc.), retraits et régularisations déduits en valeur nette comptable	199.3	
Réduction des dettes à long et moyen terme	112.4	
		311.7
Différence égale		165.2

Afin de répondre aux stipulations de l'article 356 de la loi sur les sociétés commerciales, nous vous précisons que l'examen du portefeuille-titres laisse apparaître d'une année à l'autre les principales variations énumérées ci-dessous (en pourcentage) :

	1976	1977
Worms Distribution	58,14	98,74
Les Lyonnes (Station-service)	79,93	94,97
S.C. des Fauvelles	19,66	97,45
La Maison Blanche (Station-service)	–	70,16

Résultats.
Les éléments de résultats joints au bilan peuvent être rassemblés et comparés à ceux de l'exercice 1976 de la manière qui suit :

millions de F

	1976	1977	Différ.
Excédent des produits sur les charges d'exploitation	687,6	476,6	– 211,–
Dividendes reçus	59,6	63,1	+ 3,5
Ensemble	747,2	539,7	– 207,5
Pertes et profits divers	– 58,7	– 7,4	+ 51,3
Marge d'autofinancement	688,5	532,3	– 156,2
Dotations :			
Amortissements	417,9	266,4	– 151,5
Provision pour fluctuation des cours	125,3	207,2	+ 81,9
Bénéfice avant impôt	145,3	58,7	– 86,6
Impôt sur les sociétés	45,8	0,5	– 45,3
Bénéfice net	99,5	58,2	– 41,3

En définitive, le résultat de l'exercice écoulé est un profit de F 58 243 950 qui est dû au dividende reçu de votre filiale, la Société Esso REP.
Compte tenu du report à nouveau existant (F 87 161,04) et après la dotation réglementaire à la réserve de plus-value à long terme (F 3 181 650,76), il vous est proposé de distribuer à titre de dividende une somme de F 58 398 004 représentant F 4,90 par action (avant avoir fiscal), ce qui nécessite un prélèvement sur les réserves facultatives de F 3 248 543,72.

Telles sont les explications que nous sommes en mesure de vous donner en exécution de notre mission.

En résumé, dans le cadre des travaux qu'il nous a été possible de mener pour le contrôle des comptes de votre société, nous n'avons relevé aucune inexactitude de nature à altérer le bien-fondé des documents sur lesquels vous avez à vous prononcer.

Nous avons examiné le rapport de votre Conseil d'Administration à la présente Assemblée ainsi que les états qui lui sont annexés, en particulier le tableau des résultats financiers au cours des cinq derniers exercices et celui des filiales et participations. Nous n'avons pas d'observation à présenter sur les informations relevant de notre compétence qui y sont contenues.

Enfin, nous nous sommes assurés que les prescriptions légales relatives au maintien de l'égalité entre les actionnaires et à l'existence des actions de garantie avaient bien été respectées.

En conclusion, sous le bénéfice du présent rapport, nous estimons être à même de certifier la sincérité et la régularité de l'inventaire, du bilan et des comptes de résultats arrêtés à la date du 31 décembre 1977.

Paris, le 17 avril 1978

André Amic — Daniel Dudon
Commissaires aux comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

rapport spécial

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Votre direction nous a avisés en temps voulu des conventions conclues au cours de l'exercice écoulé avec des sociétés présentant avec la vôtre des dirigeants communs, après avoir reçu l'autorisation de votre Conseil d'Administration, en nous précisant les conditions dans lesquelles se sont poursuivies en 1977 les opérations de même nature déjà approuvées lors d'exercices antérieurs.

I. Conventions autorisées en 1977.

1°) Avec la Société Esso Chimie (Administrateurs concernés : MM. J. Ballet, L. Chaperon et H. Lamaison).
– Avenant signé le 27 avril 1977 en vue de la résiliation au 31 décembre 1976 d'un bail consenti à Esso Chimie le 27 décembre 1972 pour une parcelle de terrain d'une superficie de 200 m² environ dépendant du dépôt de Mulhouse-Ottmarsheim, avec rachat par Esso S.A.F. des aménagements réalisés pendant le cours du bail (F 14 443,84) : séance du 25 mars 1977.
– Avenant n° 1 du 27 avril 1977 à la convention d'entraide à Port-Jérôme en date du 4 mai 1976 destiné à tenir compte dans les facturations à Esso Chimie du financement du matériel de remplacement et des produits de traitement détenus par cette société en vue d'assurer le fonctionnement des installations dont elle bénéficie : séance du 25 mars 1977.
– Conventions du 15 novembre 1977 entre Esso S.A.F., Esso Chimie et Hoechst France concernant la construction à Port-Jérôme par cette dernière société d'une unité de 150 t/j de traitement d'effluents soufrés des raffineries d'Esso S.A.F. et Mobil, et du "steamcracker" d'Esso Chimie :
– D'une part, convention financière visant à consentir à Hoechst France, propriétaire et opérateur de l'unité en cause, un prêt à 10 ans par Esso S.A.F. et Esso Chimie à concurrence respectivement de F 9 450 000 et F 2 310 000, la partie débloquée par votre société le 1er décembre 1977 étant de F 3 150 000 (Intérêts perçus : F 31 500 hors taxe).
– D'autre part, contrat industriel de 10 ans prévoyant les conditions de fourniture par Esso S.A.F. et Esso Chimie et d'enlèvement par Hoechst France d'hydrogène sulfuré en provenance de la raffinerie d'Esso S.A.F. et de l'usine d'Esso Chimie à Port-Jérôme : séance du 22 avril 1977.
– Convention d'achat d'additifs pour produits pétroliers en date du 1er juillet 1977, conclue avec effet du 1er février 1977 pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, par laquelle votre société s'engage à s'approvisionner auprès d'Esso Chimie à égalité de service et de prix avec la concurrence (les prix étant fixés par accord annuel), Esso Chimie garantissant à Esso S.A.F. de la considérer comme le client le plus favorisé pour des transactions comparables (Achats facturés : F 53 916 125,54 hors taxe) : séance du 23 juin 1977.
– Avenant n° 4 du 1er juillet 1977 à la convention en date du 25 novembre 1969 concernant la location à Port-Jérôme du terrain dit "Pré Carré", pour adjonction de deux parcelles portant la surface totale de 476 449 m² à 527 334 m², le loyer passant de F 783 500 à F 826 800 par an à partir du 1er janvier 1977 : séance du 23 juin 1977.
– Avenant n° 2 en date du 7 mars 1978 à la convention d'entraide du 4 mai 1976 visant à préciser vis-à-vis de la base de répartition de certains frais le sens donné à l'expression "appointements et salaires" dans l'annexe III de la convention : séance du 18 novembre 1977.

2°) Avec la Société Esso REP (Administrateurs concernés : MM. A. Dubois et M. Kopff).
– Avenant n° 9 du 12 décembre 1977 à la convention d'ouverture de crédit du 18 octobre 1977 d'un montant de F 30 millions, prorogeant d'un an la durée de cette convention, c'est-à-dire jusqu'au 31 janvier 1979 : séance du 18 novembre 1977.
– Avenant n° 10 du 12 décembre 1977 à la convention d'avances de trésorerie du 27 mars 1969, prorogeant d'un an la durée de cette convention, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1978, le plafond des avances étant porté au surplus de F 300 à F 350 millions : séance du 18 novembre 1977.
– Avenant n° 3 du 12 décembre 1977 au bail de location du 25 mars 1976 concernant l'ensemble immobilier situé à Bègles et visant à porter le loyer annuel de F 170 000 à F 227 800 à compter du 26 octobre 1977 : séance du 18 novembre 1977.
– Avenant n° 5 du 12 décembre 1977 au contrat de vente de pétrole brut en vrac du 22 février 1961 ayant pour effet de modifier l'élément fret servant au calcul de la formule du prix du pétrole brut de Parentis : séance du 18 novembre 1977.
– Convention du 12 décembre 1977 relative aux condensats provenant du gisement de gaz de Bazordan 1 et fixant les conditions de leur cession par Esso REP à Esso S.A.F. (Achats facturés : F 252 942,06 hors taxe) : séance du 18 novembre 1977.

II. Conventions antérieurement approuvées s'étant poursuivies en 1977.

1° Avec la Société Esso Chimie (Administrateurs concernés : Ceux cités précédemment)
– Convention de recherches et de développement du 18 avril 1967 modifiée le 15 juillet 1968 et convention réciproque de ventes de produits pétroliers et assimilés du 6 avril 1970 concernant l'exploitation de l'usine de Port-Jérôme.
– Convention d'entraide administrative du 18 décembre 1975 (Prestations facturées : F 7 334 678,20 hors taxe), convention de services rendus par la Direction Générale des Ventes d'Esso S.A.F. du 28 mai 1970 (Prestations facturées : F 197 337,16 hors taxe) et convention d'entraide à Port-Jérôme du 4 mai 1976 concernant la fourniture réciproque de prestations de service et produits (non couverts par la convention de ventes) pour l'exploitation de la raffinerie d'Esso S.A.F. et de l'usine d'Esso Chimie à Port-Jérôme.
– Convention d'avances de trésorerie du 18 avril 1967 modifiée le 27 décembre 1974, avec un plafond de F 160 millions, présentant un solde créditeur au 31 décembre 1977 de F 59 581 259,97 (intérêts supportés au titre de l'exercice 1977 : F 12 309 428,25 hors taxe).
– Conventions de location des 25 novembre 1969, 17 juin 1970 et 17 avril 1972 portant sur des terrains situés respectivement à Notre-Dame-de-Gravenchon, Collonges-au-Mont-d'Or et Marquette-Lez-Lille (Loyers perçus : F 931 560 hors taxe).

2°) Avec la Société Esso REP (Administrateurs concernés : Ceux cités précédemment)
– Contrat de vente de pétrole brut du 22 février 1961 modifié le 12 décembre 1977 (Achats facturés : F 336 786 532,13 hors taxe).
– Convention d'entraide administrative du 22 novembre 1973 (Prestations facturées à Esso REP : F 821 799,70 hors taxe).
– Convention d'ouverture de crédit du 18 octobre 1967 modifiée le 12 décembre 1977 portant au 31 décembre 1977 sur un montant de F 30 millions complété par une ouverture de crédit obtenue par consolidation d'avances de trésorerie pour une somme de F 5 millions (Intérêts supportés : F 2 450 000 hors taxe).
– Convention d'avances de trésorerie du 27 mars 1969 modifiée le 12 décembre 1977 portant sur un montant de F 350 millions et s'élevant en fait au 31 décembre 1977 à F 292,7 millions (Intérêts supportés : F 15 934 953,40 hors taxe).
– Crédit consenti par Esso REP sur les reprises de pétrole brut (Intérêts supportés : F 13 732 828,09 hors taxe).
– Convention du 20 juin 1974 pour la cession à Esso S.A.F. des condensats provenant du gisement de gaz d'Ucha (Achats facturés : F 4 513 667,94 hors taxe).

3°) Avec la Société du Caoutchouc Butyl "SOCABU" et la Société Standard Kuhlmann (Administrateurs concernés : MM. J. Ballet et L. Chaperon)
– Bail de bureaux à Courbevoie du 24 janvier 1974 et convention d'entraide du 31 décembre 1964 pour l'utilisation de services administratifs (Loyers et prestations facturés : F 26 242,40, hors taxe).

Enfin, dans le cadre d'opérations considérées comme courantes, votre société a continué de faire appel à un pool bancaire comprenant la Banque de Paris et des Pays-Bas et la Banque de l'Union Européenne où figurent des administrateurs communs, pour le financement de navires ou l'obtention de crédits de trésorerie à moyen terme traités à des conditions normales.

Nous n'avons pas d'autre observation à présenter sur les conventions et opérations relatées dans le présent rapport et qu'il vous appartient d'approuver.

Paris, le 30 mars 1978

André Amic — Daniel Dudon
Commissaires aux comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

les administrateurs d'Esso S.A.F.

Jacques Ballet
Président d'Honneur
7, rue Léon-Mignote
Bièvres 91570

Administrateur de :
Esso Chimie,
Standard-Kuhlmann,
Société du Caoutchouc Butyl (SOCABU),
Société pour l'Industrie des Transports.

Henri Lamaison
Président-Directeur Général
54, rue du Ranelagh
Paris 75016

Administrateur de :
Esso Europe Inc.,
Esso Africa Inc.,
Esso Supply Cy.,
Esso Chimie.

Louis Chaperon
28, rue Pauline-Borghèse
92200 Neuilly-s/Seine

Président de :
Esso Chimie,
Société du Caoutchouc Butyl (SOCABU),
Standard-Kuhlmann.

André Dubois
Administrateur
77, bd du Gal-Kœnig
92200 Neuilly-s/Seine

Président d'Honneur de :
Esso REP.

Francis Fabre
Administrateur
75, rue de Grenelle
Paris 75007

Président de :
Union de Transports Aériens (U.T.A.),
Chargeurs Réunis,
Cie Maritime des Chargeurs Réunis.
Vice-Président de :
Société Navale Chargeurs Delmas-Vieljeux.

Administrateur de :
Eurafrance,
Cie Financière de Paris et des Pays-Bas,
Safic-Alcan,
Banque de Paris et des Pays-Bas,
Fiat,
Cie Financière Delmas-Vieljeux,
Club Méditerranée.

Jean Forgeot
Administrateur
80, bd Flandrin
Paris 75016

Président de :
Société Creusot-Loire.
Président d'Honneur de :
Société Métallurgique et Navale Dunkerque-Normandie,
Société de Constructions
Électromécaniques Jeumont-Schneider.
Vice-Président de :
Chrysler-France,
Schneider S.A.

Administrateur de :
ARBED,
Imprimerie Georges Lang,
Banque de l'Union Européenne,
Publicis,
Chargeurs Réunis,
Cie Financière de Creusot-Loire,
Electrorail,
Société des Bains de Mer de Monaco,
Cie Financière de Développement des Entreprises (C.F.D.E.).

Michel Kopff
Administrateur
1, place Chancelier-Adenauer
Paris 75016

Administrateur de :
Esso REP,
Société de la Raffinerie de Lorraine,
Société du Pipe-line de la Raffinerie de Lorraine.

Gustave Rambaud
Administrateur
31, avenue Georges-Mandel
Paris 75016

Président de :
Banque de Paris et des Pays-Bas, Hollande.
Vice-Président de :
Société Pierrefitte-Auby,
Cie Industrielle Chiers-Châtillon.

Administrateur de :
Banque de Paris et des Pays-Bas,
Cie Financière de Paris et des Pays-Bas,
Omnium de Participations
Financières et Industrielles (O.P.F.I.),
Paribas International S.A.,
Banque de Paris et des Pays-Bas - Belgique,
Banque de Paris et des Pays-Bas - Suisse,
Fives-Cail Babcock,
Société Usinor,
Crédit du Nord,
Denain - Nord-Est Longwy,
Cie Industrielle et Financière Babcock-Fives,
Norsk Hydro,
Compagnie Bancaire,
Financière du Rusu,
Cockerill,
Frère Bourgeois,
COBEPA.

Candidat au Conseil d'Administration
Jean Rauzier
5, avenue Curie
92370 Chaville
Né le 14 décembre 1925 à Vesoul (Haute-Saône).
Ingénieur de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures de Paris.

Engagé en 1950 comme ingénieur à la Raffinerie Esso de Port-Jérôme, a occupé plusieurs postes dans cette raffinerie, puis à partir de 1964 à la Direction Générale des Ventes, sur le territoire et à Paris.
Directeur Général des Ventes d'Esso S.A.F. depuis 1971.
Administrateur de Worms Distribution et de la Sté Havraise de Manutention de Produits Pétroliers.
Membre du Conseil de Surveillance de la Sté Albert Petit - Pompes Mouvex.